

L'HEBDO QUI CLIC

N°356

Hebdomadaire électronique de l'Union des syndicats CGT du Havre

Directeur de publication : Pierre LEBAS

119 Cours de la République 76600 LE HAVRE – cgtlehavre.fr - 02 35 25 39 75

cgtlehavre.fr

la
cgt
LE HAVRE

180

Nouveaux
syndiqués
Depuis le
1^{er} janvier
2013



1 500 AU HAVRE LE 1^{ER} MAI



Au sommaire du 06 mai 2013 :

- | | |
|--|----------------|
| ➔ 1 ^{er} mai / Articles parus dans la presse Havraise : | Pages 2 à 5 |
| ➔ Après le 1 ^{er} mai / Communiqué CGT : | Pages 6 et 7 |
| ➔ Débrayage du 06 mai / Tract CGT GPMH : | Page 8 |
| ➔ SNPS CGT / Lettre au ministre du redressement productif : | Page 9 |
| ➔ Ruptures Conventionnelles / Article paru dans le Monde : | Page 10 |
| ➔ Caravane de solidarité pour les sahraouis / Article du site de Gonfreville : | Page 11 |
| ➔ Elections chez Goodyear / Article du Finances Publiques N°208 : | Page 12 |
| ➔ L'agenda revendicatif de mai : | Page 13 |
| ➔ Le programme du collectif culturel de l'UL 2013 : | Page 14 |
| ➔ Relais de Franklin 2013 / Plaquette : | Pages 15 et 16 |
| ➔ Le programme de formation syndicale de l'UL 2013 : | Page 17 |
| ➔ L'hebdo pratic' : | Pages 18 à 20 |

1er mai en panne d'unité au Havre

Social. Un an après l'appel unanime anti-Sarkozy, le traditionnel défilé offrira mercredi un panorama beaucoup plus contrasté.



1er mai 2012, une autre époque : sur le parvis de l'hôtel de ville, l'ensemble des forces de gauche réunies

C'était il y a un an tout juste : entre les deux tours de l'élection présidentielle, le traditionnel défilé du 1er mai prenait la forme d'un appel unanime à voter contre Nicolas Sarkozy, relayé par l'ensemble des forces syndicales et politiques de gauche.

Un an de présidence Hollande plus tard, Florange, Petroplus et l'affaire Cahuzac sont passés par là... Et surtout l'ANI (Accord national interprofessionnel, dit de sécurisation de l'emploi). Résultat : la couleur des drapeaux sera beaucoup plus uniforme mercredi, à l'occasion de la fête des travailleurs. Une fois de plus, le cortège - censé partir de Franklin pour rejoindre l'hôtel de ville, via les Docks Vauban - sera essentiellement mené par la CGT, épaulée par FSU, Solidaires et l'Unef. Force Ouvrière, fidèle à sa tradition, ne défilera pas : le syndicat organise un meeting dans ses locaux (deuxième étage de la maison des syndicats), à partir de 10 h 30. La CFDT non plus ne participera pas, « en raison du climat d'hostilité ». Les désaccords sur l'ANI, notamment avec la CGT, ont entraîné une fracture profonde entre les deux grandes confédérations. « Même s'il y avait eu un appel national à manifester ensemble, nous ne l'aurions pas fait », lâche Paul Golain, secrétaire général CFDT maritime.

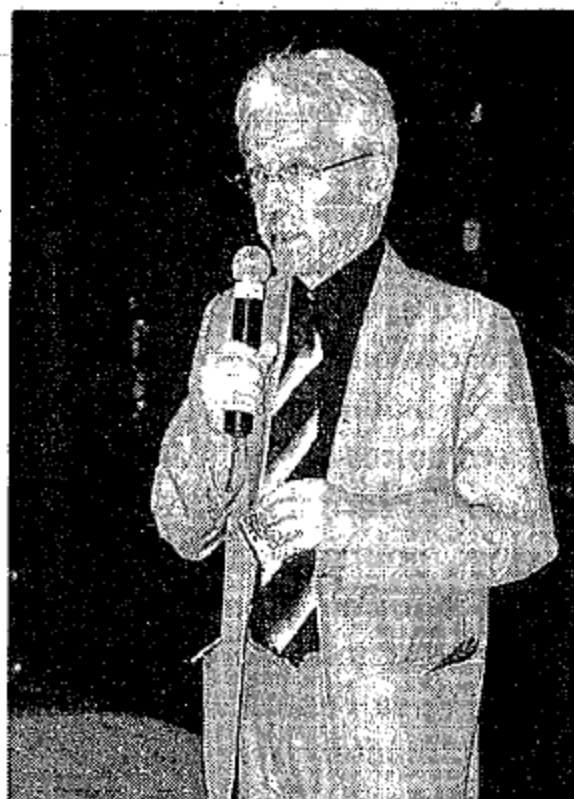
Le PS dans le cortège

Localement, la « décoration » des murs de la CFDT, lors d'une précédente manifestation, n'a toujours pas été digérée. « Nous n'avons jamais reçu d'excuses », déplore Paul Golain. Pour cause : les leaders havrais de la CGT revendiquent toujours un mode opératoire « combatif ». « La radicalisation n'est pas de notre côté, mais de celui du gouvernement, avec cette loi de sécurisation dont se servent déjà des entreprises havraises pour licencier », assure Reynald Kubecki, co-secrétaire de l'union locale CGT. Un an après avoir ouvertement appelé à voter contre Sarkozy, « les salariés n'ont vu aucun changement, c'est même pire qu'avant », réitère le syndicat. « Coup de pouce au Smic, contrats de génération, recrutements à Pôle Emploi... », réplique pourtant la section havraise du PS. Malgré un fossé qui se creuse toujours un peu plus à la gauche de la gauche, militants et élus socialistes annoncent leur participation au défilé de mercredi, « contre le conservatisme des gouvernements de droite majoritaires en Europe, contre les injustices revendiquées sans honte par le Medef et l'UMP ».

HARFLEUR

Une soirée de solidarité Le 1^{er} mai « un jour plus tôt »

Pour Axelle Jouvin, directrice culturelle de la ville d'Harfleur, la culture est un outil de lutte et de solidarité. C'est dans cet esprit que « Le 1^{er} mai...un jour plus tôt » a été programmé. Une soirée en deux parties à La Forge, la projection du film de Gérard Mordillat, *Le Grand Retournement* dépeignant le grand essorage des pauvres au profit des riches suivi de deux concerts de rock avec « Les Red Léopard » et les « Back Two ». Solidarité toujours avec le syndicat CGT des privés d'emplois et des précaires qui a tenu la buvette salle du Creuset, mardi soir. Une buvette assurée entre autres par une figure bien connue du syndicalisme local, Anita Menedez, « The voice » de la CGT depuis de nombreuses années. C'est elle, qui en tête des cortèges scande les slogans au porte-voix repris par les manifestants. Toujours en action encore davantage depuis quelle est en retraite, Anita assure des permanen-



ces à l'Union locale de la CGT à la Maison des syndicats à Franklin, les mardis et jeudis après-midi pour les chômeurs et les précaires. Le maire, François Guégan, (photo) a présenté la soirée en exhortant à davantage de lutte et de solidarité dans un monde de plus en plus dur où les injustices et les écarts se creusent.

1er mai : Hollande à la fête au Havre

Social. A l'appel de la CGT, FSU et Solidaires, un millier de personnes a défilé hier. La section locale du parti socialiste aussi.



Entre 1 000 et 1 500 personnes ont participé au traditionnel défilé du 1er mai, hier (photo Christian Cariat)

Il faut bien leur reconnaître ce courage, n'en déplaise aux militants syndicaux descendus dans la rue, hier : les élus et représentants de la section PS du Havre n'ont pas renoncé à leur participation au traditionnel défilé du 1er mai, malgré le climat de défiance qui les entourait. « C'est le jour de la fête du travail, et nous sommes à côté des travailleurs », justifiait pour sa part Catherine Troallic, juste avant le départ du cortège devant la maison des syndicats, en fin de matinée.

La députée socialiste de la 8e circonscription et ses soutiens auront donc goûté au plaisir inédit de collaborer à une manifestation dont ils étaient la cible des slogans. En effet, le millier de participants (entre 1 000 et 1 500 selon les sources) était essentiellement rassemblé sous les drapeaux de la CGT qui, avec FSU et Solidaires, a fait de ce 1er mai un réquisitoire contre l'ANI (Accord national interprofessionnel), voté par l'ensemble des députés socialistes de Seine-Maritime. « L'ANI, c'est moins de sécurité, l'ANI, ce sont les licenciements favorisés », a scandé, tour à tour, la voiture sono en tête du cortège, du cours de la République à l'hôtel de ville en passant par le boulevard de Strasbourg. « Les socialistes nous ont trahis, ils ont trahi le monde du travail », a renchéri la voix de la CGT Anita Menendez. Certains « classiques » du précédent quinquennat ont même été ressortis des cartons (« les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère »), là où il y a tout juste un an, l'union de la gauche s'imposait pour obtenir le départ de Sarkozy, entre les deux tours de l'élection présidentielle.

« Traître, c'est un terme très dur »

Baptiste, cheminot et jeune militant communiste, n'avait alors « jamais connu la gauche au pouvoir ». « Et je n'étais pas de ceux qui pensaient qu'Hollande et la droite, ce serait la même chose. » Et pourtant, à l'image de la fracture qui pourrait de plus en plus les relations entre la gauche gouvernementale et son aile radicale, « le compte n'y est pas », estime-t-il : « L'ANI est une saloperie, on nous promet l'austérité à perpétuité, le projet de loi d'amnistie sociale est abandonné, etc. ».

L'Unef, le syndicat étudiant, avait appelé pour sa part à manifester contre le dispositif « entrepreneur étudiant », annoncé par François Hollande en début de semaine, « gadget supplémentaire qui appelle les étudiants à créer leur propre entreprise, à défaut de trouver un véritable emploi ».

Malgré cette longue liste de récriminations, le parcours des représentants socialistes s'est déroulé sans encombre. « Traître, c'est un terme très dur, c'est quand même difficile de prendre ça en pleine figure », admet Catherine Troallic. La parlementaire, néanmoins, persiste et signe : « je crois toujours dans la transposition de l'ANI dans la loi ». Par ailleurs, « sur le terrain, très peu de personnes m'en parlent », assure l'élue havraise.

La CGT ne cache pas, en effet, ses difficultés à mobiliser sur le sujet. La modeste participation au défilé d'hier fut d'ailleurs perçue comme un succès par les organisateurs, au regard des attentes. La CFDT, elle, avait fait savoir qu'elle ne manifesterait pas, dénonçant au passage « l'hostilité » de la CGT à son égard.

ARTICLE PARU DANS LE HAVRE LIBRE LE 03 MAI 2013

Le Havre : plan social chez buffard

L'entreprise de transports et logistique Buffard, installée sur le parc d'activités de la chaussée de la Moselle au Havre, devrait faire face à son deuxième jour de grève consécutif, aujourd'hui. Le mouvement est essentiellement suivi par ses chauffeurs de poids lourds, qui ont notamment bloqué l'entrée de la société une partie de la matinée, hier. « En accord avec le syndicat des dockers », assure André Lebas, délégué CGT de l'entreprise. Ce dernier évoque « une situation catastrophique », alors que Buffard fait aujourd'hui l'objet d'un plan de sauvegarde.

Ce dernier se traduirait par un plan social et le licenciement de treize chauffeurs sur les dix-neuf que compte la société, selon la CGT. « Et les six autres n'ont pas d'autre choix que de réduire leurs horaires de travail », assure André Lebas, évoquant les principes de la récente loi sur la sécurisation du travail (ANI), tant dénoncée par la CGT.

Une réunion était organisée hier après-midi avec la direction, sans qu'une issue ait été trouvée. Au-delà du contexte économique difficile, la CGT exige une expertise comptable, mettant en cause « la mauvaise gestion » de l'équipe dirigeante (cette dernière n'a pu être jointe hier).



Après le 1^{er} mai,

Unir et rassembler pour changer de cap contre les politiques d'austérité

Mercredi 1er mai 2013

Ce jour, les salariés se sont mobilisés massivement à travers le monde à l'occasion de la journée internationale du travail du 1er mai 2013. La CGT salue toutes celles et ceux qui y ont participé dans un contexte économique, social, politique et de paix des plus incertains

En France, dans des configurations unitaires différentes, 286 manifestations et rassemblements unitaires, auxquels participait la CGT, ont été organisés. Face à une situation économique et sociale qui continue de s'aggraver sous les effets des politiques d'austérité poursuivies aveuglément en France et en Europe, près de 160 000 manifestants sont venus mettre les « pieds dans le plat ».

Les politiques d'austérité conduites à travers l'Europe ont des conséquences dramatiques pour les salariés, les retraités, les privés d'emploi.

Le chômage explose pour dépasser les 12% dans l'union européenne. L'emploi précaire devient la règle. Le pouvoir d'achat s'effrite. Les salaires et pensions de retraite sont attaqués. Pire, en Espagne, la déflation des salaires apparaît. Les droits sociaux sont lacérés. Dans certains pays, les jeunes, premières victimes de ce désastre social, n'entrevoient leur avenir que dans l'émigration...

La crise s'aggrave ! La France, après d'autres pays, est poussée dans la récession. Et la finance et le patronat en demandent toujours plus.

Il y a un an, les françaises et les français votaient pour changer de Président de la République. Ils affirmaient ainsi le besoin d'une rupture avec la politique économique et sociale menée par le Gouvernement Sarkozy.

Un an après, ils refusent de se voir kidnapper leurs espoirs, de voir leur emploi, leur pouvoir d'achat, leur protection sociale, leurs conditions sociales, de travail, leurs services publics et la démocratie sacrifiés pour satisfaire encore et toujours le capital.

Il est temps que les décideurs politiques s'appliquent enfin le fameux « principe de réalité » : Il n'y a pas d'issue à la crise dans l'austérité.

C'est ce que disent et portent depuis des mois les travailleurs grecs, espagnols, portugais, italiens, britanniques, français... qui contestent les logiques d'austérité.

D'ailleurs, de plus en plus de voix s'élèvent, tant dans les sphères politiques qu'économiques, en France, en Europe et dans le monde pour dénoncer l'inadéquation des politiques d'austérité menées dans tous les pays d'Europe avec l'impérieuse nécessité de sortir de cette crise.

Nos mobilisations, les débats que nous menons chaque jour pour faire reconnaître que le travail et sa rémunération, est un enjeu central pour sortir de la crise, trouvent de plus en plus d'écho. Cela conforte chaque jour un peu plus la conviction qu'une autre politique est possible et indispensable.

En refusant une proposition de loi d'amnistie pour les syndicalistes la semaine dernière, le Gouvernement cherche à étouffer cette montée de la contestation, à diaboliser aux yeux de la population ceux qui osent revendiquer autre chose que la destruction de leurs droits pour aller encore plus loin dans l'austérité dans les mois qui viennent (retraites, prestations familiales, santé, services publics...).

La CGT ne laissera pas le champ libre à tous ceux qui prônent la poursuite de la dégradation de la situation économique et sociale comme l'issue indiscutable à la crise.

Il faut sans attendre activer les leviers indispensables à la croissance en relançant les investissements des entreprises et des collectivités publiques et la consommation des ménages par l'amélioration du pouvoir d'achat des salaires et pensions et l'emploi...

En France, en Europe et dans le monde, il est urgent de faire entendre encore plus fort la voix des salariés, nous unir, nous rassembler pour « changer de cap contre les politiques d'austérité », comme l'a décidé la Confédération européenne des syndicats en appelant à une semaine d'action dans tous les pays du 7 au 14 juin 2013.

A l'appui de ce 1er mai 2013, la CGT continuera à informer, débattre avec les salariés, les populations, à ancrer les revendications, à renforcer le syndicalisme unitaire, solidaire et rassembleur de conquêtes sociales et à multiplier les initiatives revendicatives sur les territoires, dans les entreprises, les professions pour faire entendre les revendications des salariés et gagner une autre répartition des richesses.

D'ores et déjà, la Commission exécutive confédérale de la CGT appelle les salariés à participer massivement au rassemblement devant l'Assemblée Nationale le 16 mai 2013 à partir de 12h pour soutenir la proposition de loi d'amnistie des syndicalistes.

Montreuil, le 1er mai 2013

SYNDICAT GENERAL

Des personnels du GPMH
Et des personnels administratifs et de maintenance

DU Port du Havre

www.cgt-gpmh.com

Rappel

Le Havre, le 3 mai 2013

Camarades,

A sa prise de poste et devant l'ensemble des salariés réunis aux docks, Hervé Martel avait promis le changement et une reconstruction sociale de notre établissement, estimant pour lui que le dialogue faisait parti de ses priorités.

Depuis, que de mensonges et de tromperies !!

De ce fait et parce que nous estimons que la direction nous a suffisamment pris pour des guignols et à fait en sorte de laisser pourrir toutes les problématiques actuelles, nous sifflons la fin de la partie et déposons un préavis de grève le :

Lundi 6 mai 2013

Pour un arrêt de travail de 10h à 14h

Suivi d'une AG à 11h00 sur le parking du C.A

De plus, à compter de ce jour, nous supprimons les heures supplémentaires et travaux exceptionnels

Toute dérogation devra passer par le syndicat

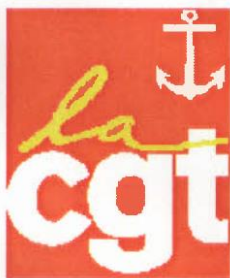
Camarades, la direction dispose de cette semaine pour nous apporter des réponses précises concernant les redéfinitions de postes, reclassements à bas prix, évolutions de carrière bradées, classifications honteuses, harcèlement moral, et autres sujets qui sont autant de constats journaliers destinés à nous pousser à être massivement devant le Centre Administratif, lundi 6 mai 2013 à 11h00 pour adresser un véritable message à la direction.

Il y a un temps pour discuter et un autre pour agir !

Le secrétaire général


L.DELAPORTE

Pour info et affichage



Syndicat National des Personnels Sédentaires des Compagnies de Navigation et Connexes



Montreuil le 19 avril 2013

M. Arnaud MONTEBOURG
Ministre du Redressement Productif

Monsieur le Ministre,

Le personnel sédentaire de la CMA-CGM du Havre est aujourd'hui en danger malgré les nombreux attermoissements de la Direction depuis quelques mois sur son projet de délocalisation des activités Afrique du Havre sur Marseille.

Le CCE est convoqué le 25 avril à Marseille et nous n'attendons pas de surprises sur les positions de la Direction qui visiblement, ne tient pas compte de l'impact social que pourrait engendrer sa décision sur les familles des salariés.

La politique de Rodolphe SAADE en matière de social, nous ne la connaissons que trop, et le rapport du cabinet Secafi sur le dossier est éloquent. Dans les meilleures hypothèses, une centaine de personnes seraient licenciées faute de reclassement. Mais comment l'Etat français qui récemment encore engageait l'implication du FSI pour renforcer les fonds propres de la CMA-CGM pourrait-il laisser faire ? D'autant plus que le gouvernement aujourd'hui en place dont vous êtes un des ministres, a été élu sur sa promesse de combattre la finance et l'injustice sociale. Les deux ennemis sont au rendez-vous dans ce dossier.

C'est à ce titre et au nom des salariés menacés à très court terme de licenciement au travers d'un chantage inacceptable « Marseille ou la porte », que nous vous demandons d'intervenir au plus haut niveau de l'entreprise CMA-CGM afin de trouver une solution de maintien d'emploi sur le Havre pour tous les salariés n'étant pas en capacité d'assumer une délocalisation vers Marseille. Sans quoi, cela voudrait clairement dire que l'état s'est engagé financièrement dans une entreprise qui mettrait à profit cet investissement pour faire des plans sociaux.

Dans l'attente d'une réponse très attendue par les salariés au centre de ce dossier, je vous prie d'agréer Monsieur le Ministre mes sincères salutations.

Jean François SIMMARANO
Secrétaire Général CGT

Syndicat CGT du personnel sédentaire des compagnies de navigation et connexes

COPIES : Frédéric CUVILLIER /Pierre MOSCOVICI

263 rue de Paris – Case 420 – 93514 Montreuil

POLITIQUE

Le boom des ruptures conventionnelles suscite des questions

Il y a autant de fins de contrat « à l'amiable » que de licenciements économiques

Depuis sa mise en place en août 2008, le « divorce à l'amiable » entre un patron et son salarié a connu un tel succès qu'il est devenu aussi répandu que le licenciement économique dans les statistiques de l'emploi.

Fin 2011, 11,4 % des chômeurs indemnisés par l'assurance-chômage y étaient inscrits à la suite d'une « rupture conventionnelle » de leur contrat de travail - c'est-à-dire sur la base d'un commun accord avec leur employeur.

A la même époque, ceux qui touchaient les Assedic après avoir été congédiés pour une raison économique étaient un tout petit peu moins nombreux (10,8 %). C'est l'un des enseignements d'une étude menée par l'Unedic sur le profil des allocataires de l'assurance-chômage, publiée le 30 avril. « Forfait social » Ces chiffres mettent en exergue une réalité qui n'est pas forcément connue du grand public : les fermetures d'usines et les plans sociaux, très médiatisés, ne sont à l'origine que d'une faible part des inscriptions à Pôle

emploi. La source principale du chômage se situe dans les fins de CDD et de missions d'intérim (51 % des allocataires). Viennent ensuite les licenciements pour motifs personnels, à cause d'une faute ou d'une insuffisance professionnelle (21,2 %), et les ruptures conventionnelles. Ces dernières ont été définies dans un accord signé en 2008 par le patronat et les syndicats (excepté la CGT qui y était hostile). En quatre ans et demi, un peu plus d'1,1 million de procédures de ce type ont été homologuées par les services déconcentrés du ministère du travail. « La rupture conventionnelle est plébiscitée », observe Jean-Christophe Sciberras, président de l'Association nationale des DRH. Le dispositif est souple et permet à un salarié de quitter son entreprise avec des indemnités au moins égales à celles prévues pour un licenciement économique, tout en bénéficiant de l'assurance-chômage.

Mais il y a des dérives, déplore Eric Aubin, secrétaire confédéral à la CGT. Des entreprises se servent de

cet outil pour « faire partir des seniors ». Seraient notamment concernés des salariés d'environ 50 ans et plus, « prématurément usés » par leur travail. « On observe ce phénomène dans les secteurs de la construction et du bois », ajoute M. Aubin. Ça évite de faire des plans de sauvegarde de l'emploi, qui comportent plus d'obligations pour les employeurs. »

Les études du ministère du travail n'aboutissent pas au constat selon lequel les seniors signeraient plus de ruptures conventionnelles que les travailleurs plus jeunes, objecte une source gouvernementale. Celles-ci risquent d'être moins en vogue à l'avenir car une partie des indemnités versées au salarié est soumise, depuis le début de l'année, à un « forfait social », souligne Me Sylvain Niel, du cabinet Fidal. Le dispositif, devenu plus coûteux, « a du plomb dans l'aile », prophétise-t-il.

Bertrand Bissuel ■

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

55 % des allocataires chômage n'ont pas le bac

Fin 2011, 2,425 millions de personnes étaient indemnisées par l'assurance-chômage. Un quart d'entre elles touchaient une allocation depuis au moins un an. Le montant versé s'élevait en moyenne à 1 055 euros net par mois, soit 69 % du salaire net de référence. La part des bénéficiaires qui n'ont pas le bac s'élevait à 55,2 % (contre 22 % dans l'ensemble des personnes en emploi). Près de 29 % des emplois perdus étaient exercés dans des activités de commerce, de transport et d'hôtellerie. Plus de trois quarts des moins de 25 ans indemnisés s'étaient inscrits après une fin de CDD ou de mission d'intérim.

Une marche de solidarité avec les Sahraouis

Associer sport et solidarité, c'est le challenge d'une vingtaine de marcheurs militants qui arriveront le samedi 11 mai à Gonfreville l'Orcher pour défendre la cause sahraouie.



Du Mans à Gonfreville l'Orcher, la solidarité en marchant.

La caravane de solidarité organisée par le comité d'établissement SNCF de Normandie et l'association des Amis de la république arabe sahraouie démocratique (AARASD) est partie du Mans le 4 mai. Accueillis par la municipalité et le comité de jumelage, les marcheurs sont attendus le 11 mai en fin de matinée sur la place du Colombier. De passage dans la commune, l'harmonie municipale de Magland sera associée à l'événement.

Après une randonnée cycliste entre Le Mans et Argentan, les participants vont poursuivre leur route à pied vers Pont d'Ouille, Clécy, Caen, Deauville, Dives-sur-Mer, Honfleur. Sept jours pour informer et mobiliser en faveur de la résistance sahraouie.

Parce qu'au-delà de l'aspect sportif, c'est la cause sahraouie qui est ici défendue, notamment celle des 24 prisonniers politiques, militants des droits de l'homme, très lourdement condamnés en février par un tribunal militaire marocain malgré la présence d'observateurs internationaux, dont [un élu gonfrevillais](#), qui ont dénoncé ce jugement scandaleux.

Le 25 mars 2013, le conseil municipal de la Ville de Gonfreville l'Orcher a voté à l'unanimité, moins une abstention, [une motion présentée par les élus communistes et républicains](#) dénonçant les mauvais traitements infligés aux prisonniers et demandant leur libération.

Engagée dans ce combat depuis 1993, la municipalité exige le respect du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et l'application du plan de paix signé sous l'égide de l'ONU en 1991. Des orientations pacifiques systématiquement rejetées par le Maroc avec la fidèle complicité de la France.

Le 25 avril, le gouvernement français s'est une nouvelle fois rangé derrière les autorités marocaines en refusant d'inclure la surveillance des droits de l'homme dans les compétences de la mission des Nations Unies (Minurso) au Sahara Occidental comme le souhaitaient Amnesty International, Human Rights Watch et d'autres associations internationales.

Une exposition sur le camp de l'Espoir de Gdeim Izik, brutalement réprimé près de El Aïoun (Sahara Occidental) par les autorités marocaines en novembre 2010 et motif du procès des 24 militants sahraouis, sera par ailleurs présentée dans la salle du conseil municipal jusqu'au 14 mai. Entrée libre.

Vous pouvez faire quelques kilomètres avec les marcheurs en les rejoignant, en compagnie d'élus gonfrevillais et harfleurais, au centre culturel La Forge, à Harfleur, le samedi 11 mai à 10h30.

Plus d'infos sur les prisonniers politiques sahraouis, les 24 de Gdeim Izik et de nombreux autres, sur [le site Internet Ecrire pour les libérer](#).

Une plaquette d'information concernant la caravane de solidarité est disponible sur le site du CER SNCF Normandie-
><http://www.cersnfnormandie.fr/port...>].



Ah, que n'a-t-on entendu sur « la CGT de Goodyear » qui, avec les salariés, face à la décision de fermeture du site d'AMIENS qui menace près de 1200 emplois (directs) – et, derrière, des hommes des femmes, leurs familles – mène un courageux et remarquable combat. Celui du droit au travail, du droit à vivre dignement, des droits fondamentaux qui sont contestés par des logiques guidées par le seul souci de la rentabilité financière maximum.

Et la « grande presse » de s'engouffrer derrière les incidents survenus avec des salariés au bout du bout face à qui on envoie plusieurs compagnies de CRS. De multiplier les insultes à l'encontre de quelques « gros bras de la CGT » qui ne seraient que des « casseurs », des « individus violents » ... bref on est en plein dans la caricature visant à apeurer le bon peuple...

Et le secrétaire général de la CFDT de considérer que la CGT porte une part de « responsabilité dans ce qui se passe » (« A parts égales avec la direction » précise-t-il !!! ... mais bien sur, entre le licenciement pour faire du fric et le salarié qui défend son emploi, c'est « à parts égales »)

Et le ministre du redressement productif d'appeler la CGT à « mettre de l'eau dans son vin » (et le repreneur potentiel d'alors, Titan, « du vin dans son eau »), histoire de dire sans le dire que tout de même défendre bec et ongle son emploi ... ben, faut comprendre ... qu'il conviendra de lâcher du lest ...

Et le Ministre de l'intérieur de promettre des poursuites contre les manifestants, tout en profitant de l'occasion pour, au passage, mettre en doute l'opportunité d'une loi d'« amnistie sociale » qui aurait pour objectif – oh horreur !- d'amnistier des syndicalistes condamnés suite à des infractions à l'occasion d'actions syndicales.

Mais pourquoi revenir aujourd'hui là-dessus ?

Tout simplement parce que viennent d'avoir lieu des élections professionnelles justement à « Goodyear Amiens Nord ».

Et vous n'en n'avez pas entendu parler ? Et pour cause ! Ceux qui ne voulaient voir dans la CGT du site que quelques « individus » « violents » et isolés en sont pour leurs frais !

Démonstration est faite, au contraire que la CGT à « Goodyear Amiens Nord » loin d'être isolée reçoit un appui très très large des salariés.

Excusez du peu : 87 % chez les ouvriers ; 84% chez les employés ; Et chez les cadres la CGT passe de 13% à ... 48% !

Aujourd'hui, nos censeurs d'hier font profil bas. Raison de plus pour poursuivre notre solidarité avec la lutte des Goodyear et leur montrer que nous sommes toujours debout, nous, pour défendre les salariés !

Enfin, c'est à vous de voir ...



L'agenda revendicatif de mai :

**07 MAI : CEREMONIE DU SOUVENIR A 18H00,
STELE LEON LIOUST, AVENUE EMILE DUPONT A APLEMONT**

Camarades et Ami(e)s de l'ARAC,
Le Comité du Souvenir Léon Lioust et le Comité du
Havre de l'Association Républicaine des Anciens
combattants vous invitent à participer à la
cérémonie du souvenir :



MARDI 7 MAI, à 18h00,

**Stèle Léon Lioust,
Avenue Emile Dupont,
à Aplemont**

LOI D'AMNISTIE DES SYNDICALISTES

RASSEMBLEMENT DU 16 MAI 2013 DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La dernière CE confédérale a décidé d'appeler les salarié-es à participer massivement au rassemblement pour soutenir la proposition de loi d'amnistie des syndicalistes, le 16 mai 2013 devant l'Assemblée Nationale à partir de 12h00.

Merci de remonter à l'UL vos intentions ou non de participation pour préparer éventuellement cette manifestation.

Mardi 14 mai à 17h00 à FRANKLIN :

***Réunion de préparation du RELAIS DE FRANKLIN
suivie de réunion du collectif culturel.***

Mardi 21 mai :

- ➡ ***Commission Exécutive de l'UL à 09h00***
- ➡ ***Rassemblement pour les libertés syndicales à 12h00 (lieu surprise)***
- ➡ ***Débat « Les dangers de l'ANI » présenté par COEXCO à 14h30***

CALENDRIER DES MANIFESTATIONS PREVUES PAR LA COMMISSION CULTURELLE DE L'UNION DES SYNDICATS CGT DU HAVRE

RELAIS DE FRANKLIN

Vendredi 7 juin 2013

On ne présente plus cette course en relais à 4 coureurs qui se dispute dans le quartier emblématique du quartier de l'Eure.

Convivialité, solidarité, sportivité sont les maîtres mots de cette course maintenant mythique !

Nouveauté pour cette 6^{ème} édition : Relais de 5km à 2 marcheurs.

Départ à 19h, 20€ par équipe pour les coureurs, 10€ par équipe pour les marcheurs.

Les bénévoles pour la sécurité du parcours (commissaires) ainsi que pour l'organisation (buvette, barbecue, ravitaillement, inscriptions...) peuvent s'inscrire auprès de reynald à l'adresse mail : relaisfranklin@yahoo.fr

FETE DE LA MUSIQUE

Vendredi 21 juin 2013

Organisation d'une scène devant Franklin

Dans le cadre de la fête de la musique, la CGT organise la fête de la musique des salariés, syndiqués, amateurs musiciens, chanteurs...La scène est à vous.

Pour organiser nous avons besoin de vous connaître. Nous vous demandons de nous faire parvenir vos coordonnées (demos) à l'adresse mail suivante : cgtlehavre@wanadoo.fr (à l'attention de Thierry LEBALLEUR)

L'Union des syndicats CGT du Havre
organise le 6^{ème} Relais de Franklin

Vendredi

07 JUIN 2013

à 19h00

relais cumulé de 10kms par équipe de 4 coureurs

Nouveau : relais cumulé de 5kms par équipe de 2 marcheurs



Départ / Arrivée Quai de Saône dans le quartier de l'Eure



6^{ème} relais de Franklin

Le 6^{ème} relais de Franklin

BULLETIN D'INSCRIPTION

Inscriptions jusqu'au 5 juin 2013 : 20€ pour l'équipe coureurs, 10€ pour l'équipe marcheurs.

Aucune inscription au-delà de cette date.

Chèque à l'ordre de « CGT Le Havre » et bulletin à retourner à l'adresse suivante : Union des syndicats CGT du Havre, 119 cours de la République 76600 Le Havre

Joindre obligatoirement une photocopie de licence ou de certificat médical de moins d'un an pour les coureurs non-licenciés. Il ne sera délivré aucun dossard sans justification d'une licence ou d'un certificat médical.

Relais course 10 km / Nom de l'équipe :

Cochez la catégorie :	Hommes	Femmes	Mixte
Nom - Prénom relayeur 1 (10 km-4 tours) Adresse :			Année de naissance :
Nom - Prénom relayeur 2 (7,5 km-3 tours) Adresse :			Année de naissance :
Nom - Prénom relayeur 3 (5 km-2 tours) Adresse :			Année de naissance :
Nom - Prénom relayeur 4 (2,5 km-1 tour) Adresse :			Année de naissance :

Relais marche 5 km / Nom de l'équipe :

Cochez la catégorie :	Hommes	Femmes	Mixte
Nom - Prénom relayeur 1 (5 km-2 tours) Adresse :			Année de naissance :
Nom - Prénom relayeur 2 (2,5 km-1 tour) Adresse :			Année de naissance :

Programme Formation Syndicale 2013

Union Locale CGT du Havre

Janvier

du 28 au 01/02 ⇒ Niveau I*

Février

14 et 15 ⇒ Délégué du Personnel

Mars

Du 04 au 05 ⇒ Rédiger un tract/
communication/prise de parole

Avril

11 au 12 ⇒ Feuille de paie –
protection sociale

Mai

24 ⇒ Représentativité syndicale /
Protocoles Electoraux

Juin

Du 03 au 07 ⇒ ECO- CE **

Du 10 au 14 ⇒ Niveau I*

Septembre

26 au 27 ⇒ Rédiger un tract/
communication/prise de parole

Octobre

07 au 11 ⇒ Niveau 2 (1^{ère} semaine)**

21 et 22 ⇒ Délégué du Personnel

Novembre

Du 04 au 08 ⇒ Formation
Formateurs**

18 au 22 ⇒ Niveau 2 (2^{ème} semaine)**

Du 25 au 29 ⇒ Niveau I*

Décembre

Du 02 au 06 ⇒ CHSCT*

16 et 17 ⇒ Feuille de paie –
protection sociale

Réunion collectif UL : 14 janvier/29 avril/30 septembre/14 novembre 2013

Réunion collectif départemental (niveau 2) : 5 février

Réunion Collectif Départemental (ECO-CE) : mars 2013

Coût des modules : 40 € par stagiaire repas compris

Coût du Niveau I 100 € par stagiaire repas compris

Le coût n'est pas un frein à la formation des syndiqués, l'UL pourra subvenir au cas par cas si le syndicat ne peut prendre en charge.

*CHSCT – Niveau 1 : stage supplémentaire suivant demandes

** Organisé par L'UD 76

l'hebdo pratique

Des liens, des infos, des blogs :

La rubrique interactive de l'hebdo !

Suivez l'actualité de l'UL sur Twitter  @CGTLEHAVRE, mais aussi sur

Facebook  <http://www.facebook.com/pages/UL-CGT-Le-Havre/>

***** Ouverture du nouveau site INDECOSA-CGT*****

Nous avons le plaisir de vous informer que le nouveau site internet d'INDECOSA-CGT est en fonction. L'adresse est toujours la même, à savoir www.indecosa.cgt.fr

L'accès à l'espace militant sera opérationnel d'ici quelques jours et vous pourrez vous procurer les codes d'accès auprès des responsables de vos associations départementales.

Une newsletter sera envoyée régulièrement.

Nous vous souhaitons une bonne navigation sur notre site.

Fraternellement. Le secrétariat

Salariés, cadres : pourquoi il faut saisir les prud'hommes maintenant et sans attendre la loi de sécurisation de l'emploi !

http://www.juritravail.com/Actualite/Prudhommes-conseil/Id/61031?utm_source=null&utm_medium=email&utm_campaign=col_393_14105

Arrêt maladie et congés payés...

http://www.juritravail.com/Actualite/conges-payes/Id/62741?utm_source=null&utm_medium=email&utm_campaign=col_393_14416

Promos Vacances PRINTEMPS - édition du 29 avril 2013

www.tlcvacances.fr		PROPRIANO				PONTORSON MT ST MICHEL				ILE DE RE				LONGEVILLE SUR MER					
		Chalet		Promo		Nouveau		Mobil		Promo		Nouveau		Mobil		Promo		Nouveau	
		5 pers	%	€	tarif	6 pers	%	€	tarif	5/7 pers	%	€	tarif	4/6 pers	%	€	tarif		
04-mai	11-mai	435 €	50%	218 €	218 €	335 €	0%	0 €	335 €	399 €	0%	0 €	399 €	360 €	40%	144 €	216 €		
11-mai	18-mai	455 €	40%	182 €	273 €	335 €	20%	67 €	268 €	339 €	25%	85 €	254 €	295 €	30%	89 €	207 €		
18-mai	25-mai	455 €	40%	182 €	273 €	335 €	20%	67 €	268 €	339 €	25%	85 €	254 €	295 €	30%	89 €	207 €		
25-mai	01-juin	455 €	40%	182 €	273 €	335 €	20%	67 €	268 €	339 €	25%	85 €	254 €	295 €	30%	89 €	207 €		
01-juin	08-juin	455 €	40%	182 €	273 €	335 €	20%	67 €	268 €	339 €	25%	85 €	254 €	295 €	30%	89 €	207 €		
08-juin	15-juin	545 €	40%	218 €	327 €	335 €	20%	67 €	268 €	339 €	25%	85 €	254 €	360 €	30%	108 €	252 €		
15-juin	22-juin	545 €	40%	218 €	327 €	335 €	20%	67 €	268 €	399 €	25%	100 €	299 €	360 €	30%	108 €	252 €		
22-juin	29-juin	545 €	30%	164 €	382 €	335 €	20%	67 €	268 €	399 €	25%	100 €	299 €	360 €	30%	108 €	252 €		

02.35.21.69.63

[CARNAC](#)

Chalet		Promo		Nouveau	
6 pers	%	€	tarif		
04-mai	11-mai	462 €	20%	92 €	370 €
11-mai	18-mai	385 €	20%	77 €	308 €
18-mai	25-mai	385 €	20%	77 €	308 €
25-mai	01-juin	385 €	20%	77 €	308 €

[OLERON](#)

Mobil		Promo		Nouveau	
4/6 pers	%	€	tarif		
300 €	25%	75 €	225 €		
270 €	25%	68 €	203 €		
270 €	25%	68 €	203 €		
270 €	25%	68 €	203 €		

[SAINT AYGULF](#)

Chalet		Promo		Nouveau	
6 pers	%	€	tarif		
430 €	25%	108 €	323 €		
430 €	25%	108 €	323 €		
430 €	25%	108 €	323 €		
430 €	25%	108 €	323 €		

[NOIRMOUTIER](#)

T2		Promo		Nouveau	
6 pers	%	€	tarif		
610 €	20%	122 €	488 €		
405 €	25%	101 €	304 €		
405 €	25%	101 €	304 €		
405 €	25%	101 €	304 €		
610 €	25%	153 €	458 €		

[DIVES SUR MER](#)

Chalet		Promo		Nouveau	
4 pers	%	€	tarif		
440 €	15%	66 €	374 €		
375 €	5%	19 €	356 €		
375 €	5%	19 €	356 €		
395 €	5%	20 €	375 €		
395 €	5%	20 €	375 €		

[CALVIAC EN PERIGORD](#)

chalet		Promo		Nouveau	
6 pers	%	€	tarif		
450 €	30%	135 €	315 €		
390 €	25%	98 €	293 €		
390 €	25%	98 €	293 €		
390 €	25%	98 €	293 €		
390 €	25%	98 €	293 €		

[SUEVRES](#)

Chalet		Promo		Nouveau	
6 pers	%	€	tarif		
380 €	30%	114 €	266 €		
350 €	25%	88 €	263 €		
350 €	25%	88 €	263 €		
350 €	25%	88 €	263 €		
350 €	25%	88 €	263 €		

02.35.21.69.63

[LA PALMYRE](#)

Mobil		Promo		Nouveau	
4/6 pers	%	€	tarif		
294 €	25%	74 €	221 €		
294 €	25%	74 €	221 €		
266 €	25%	67 €	200 €		
294 €	25%	74 €	221 €		
294 €	25%	74 €	221 €		

[ESPELETTE](#)

chalet		Promo		Nouveau	
6 pers	%	€	tarif		
405 €	25%	101 €	304 €		
405 €	25%	101 €	304 €		
405 €	25%	101 €	304 €		
425 €	25%	106 €	319 €		
425 €	25%	106 €	319 €		

[PLESTIN LES GREVES](#)

Chalet		Promo		Nouveau	
6 pers	%	€	tarif		
355 €	15%	53 €	302 €		
355 €	10%	36 €	320 €		
355 €	10%	36 €	320 €		
355 €	10%	36 €	320 €		
370 €	10%	37 €	333 €		

[SAINT CYPRIEN soleil](#)

Mobil		Promo		Nouveau	
6 pers	%	€	tarif		
360 €	20%	72 €	288 €		
360 €	20%	72 €	288 €		
360 €	20%	72 €	288 €		
360 €	20%	72 €	288 €		
380 €	20%	76 €	304 €		

Offres non rétro-actives pouvant être suspendues à tout moment - Cliquez sur les sites pour accéder aux descriptifs

DRAP de BAIN

officiel de L'ARMADA **2013** ROUEN

Fabrication Européenne



SERVIETTE
livrée dans son pochon

TOTAL QUADRI

Mélange 70% coton
et 30% microfibre

Dimension
70 cm
x
140 cm

35€ TTC
pièce

TOUS LES OCEANS
MEMBRE A ROUEN
L'ARMADA 2013

- 1- Un toucher velours très doux, même avant le premier lavage.
- 2- Une capacité d'absorption supérieure à une serviette 100% coton et un temps de séchage plus court.
- 3- Une grande résistance au temps grâce à un tissage spécifique corps et bordure.
- 4- Moins de micro-organismes grâce à l'ajout des fibres synthétiques.
- 5- Une haute résistance de l'impression façon «grand teint» au soleil et au lavage machine.

LM
Communication
Tél. 02 32 18 07 70

FOURNISSEUR OFFICIEL
L'ARMADA
2013
ROUEN
8-16 JUP
BOUTIQUE ARMADA

le Kit de L'ARMADA **2013** ROUEN



- 1 sac à dos ficelle
(visuel armada)

- 1 tee-shirt blanc disponible M, L, XL, XXL
(logo ARMADA 4 couleurs)

- 1 casquette bleu marine
broderie 4 couleurs

25€ TTC
au lieu de **38€ TTC**

LM
Communication
Tél. 02 32 18 07 70

FOURNISSEUR OFFICIEL
L'ARMADA
2013
ROUEN
8-16 JUP
BOUTIQUE ARMADA